

# 30 ans de coopération régionale pour FORMA'TERRA-Réunion

Le projet Interreg de [L'EPLFEPA FORMA'TERRA](#) de Saint-Paul de la Réunion a permis aux apprenants et personnels des différents centres (Lycée agricole, CFA et CFPPA) de s'ouvrir à leur espace inter-régional de l'Afrique Australe et de l'Océan Indien en renforçant leurs compétences professionnelles.

Il a aussi permis le partage d'expertises avec les apprenants et les personnels des centres de formation agricole ainsi que les partenaires des pays impliqués dans le projet.



Inscrit dans son projet d'établissement, FORMA'TERRA a développé avec dynamisme sa mission de coopération régionale. La Région de la Réunion a toujours soutenu financièrement les projets pédagogiques et professionnels via les fonds INTERREG.

En 2013, avec l'appui des fonds [INTERREG](#) la création du réseau de coopération régionale [REAP AAOI](#) a permis au Lycée agricole de Saint-Paul de renforcer et pérenniser ses programmes de coopération régionale. Aujourd'hui ce sont plus de 80 établissements de formation agricole de 9 pays et Iles de la zone Afrique Australe-Océan Indien. Ainsi, l'Afrique du Sud, le Mozambique, Madagascar, les Comores, les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Mayotte et l'Ile de La Réunion collaborent dans un esprit de partage et de solidarité pour favoriser la mise en place de projets de coopération régionale.

## Afrique du Sud 2016



Accueil au collège d'Owen Sithole



Travail sur le développement avec les petits agriculteurs zoulous du bassin cannier d'Eshowe – Kwa Zulu Natal

La Réunion a choisi le projet FORMATERA-REAP AAOI pour représenter la Région pour les 30 ans d'INTERREG au forum des [RUP](#) (Régions Ultrapériphériques) en mars 2020 et dans d'autres lieux et grands événements (Parlement européen, Commission européenne, Green Week, etc).



La place du projet de Saint-Paul aux côtés des deux autres projets de recherche, PAREO de l'[IRD](#) ( Institut de La Recherche pour le Développement ) et RenovRisk du Laboratoire de l'atmosphère et des Cyclone de [LACY](#) de l'Université de La Réunion, est une véritable reconnaissance de l'action de coopération du lycée technique agricole au sein de la région.

## Madagascar 2017 2018



Accueil à la Ferme Ecole de

Tombontsoa



Echange sur l'agro écologie  
sur les parcelles du CEFEL

Aujourd'hui le projet FORMA'TERRA se poursuit avec la mise en place du programme INTERREG 2021-2027 et se fixe l'objectif d'inscrire le réseau REAP AAOI comme plateforme éducative afin de diffuser l'innovation agricole.

Cet outil permettra de recenser des expertises en agroécologie, agroalimentaire, développement rural et ingénierie de formation dans le domaine de la formation agricole dans la zone Afrique Australe-Océan Indien.

## Ile Maurice 2019



Enquêtes petits agriculteurs sur les 3 districts Sud Ouest ( Savane – Black River et Plaines Wilhems) et restitution devant les acteurs du développement à l'Institut Français



Contact : Didier RAMAY, co animateur réseau géographique Afrique Australe Océan Indien pour l'enseignement agricole français [didier.ramay@educagri.fr](mailto:didier.ramay@educagri.fr)

---

# Le confinement en Afrique Australe/Océan Indien – C'est comment dans les lycées partenaires ?



Le REAP AAOI (Réseau des établissements agricoles professionnels Afrique Australe – Océan Indien) est une initiative qui s'inscrit dans la

mission des animateurs du réseau géographique AAOI de l'enseignement agricole français. Le REAP AAOI est un réseau de coopération régionale pour la formation professionnelle agricole dans l'Océan Indien et l'Afrique Australe. Il a été créé en 2012, avec le soutien du Bureau des relations européennes et de la coopération internationale (MAA-DGER).

Il permet en effet de développer dans un contexte favorable de sécurité et de solidarité des projets de mobilités entrantes et sortantes des apprenants et personnels mais aussi des échanges d'expertises entre les 11 établissements d'enseignement agricole publics et privés français d'Outre-Mer membres du réseau (3 sur Mayotte et 8 à La Réunion) et les autres membres sur la zone Afrique Australe et Océan Indien.

Aussi, dans cette période particulière de crise sanitaire mondiale qui nous touche tous, le REAP AAOI, s'inspirant de ce qui a été lancé par les réseaux d'enseignement agricole français, a proposé à chaque structure de poster son quotidien par des mini vidéos ou reportages photos, afin de rester liés et solidaires, sur un simple partage d'expériences et

d'initiatives.

Comme tous nos établissements de formation du REAP AAOI vivent aujourd'hui, quel que soit son pays, sa région, et sous quelles contraintes de confinement dû à l'épidémie de coronavirus ? / Comment chacun s'adapte à cette



nouvelle situation ? / Comment nos directeurs gèrent ils leurs établissements ? / Comment les responsables de nos ateliers de production arrivent-ils à s'occuper de leurs cultures et de leurs animaux ? / Comment nos enseignants font-ils pour poursuivre leur cours ? / Comment nos personnels administratifs, d'entretien, de cuisine ou des ateliers de productions assurent-ils leur travail au quotidien?

Un partage de vécu mais aussi peut-être de pratiques et de besoins, qui permet encore à chacun de mieux se connaître et de poser des bases de travail commun.

Visionnez la 1<sup>ère</sup> vidéo reçue de l'institut agricole et horticole des Seychelles (SIAH) (lien <http://reseaureapaaoi.blogspot.com/2020/04/le-confinement-dans-les-etablisements.html> ).

Retrouvez d'autres témoignages et vidéos des autres lycées du réseau sur le blog <http://reseaureapaaoi.blogspot.com/>

En savoir plus –

Le REAP AAOI regroupe aujourd'hui 87 établissements d'enseignement professionnel agricole dont 17 indépendants et 70 appartenant à 6 réseaux, tous répartis sur 7 pays (Afrique du Sud, Comores, France (Réunion et Mayotte), Madagascar, Maurice et Rodrigues, Mozambique, Seychelles). Son but est de favoriser, dans un esprit de solidarité et d'ouverture, le partage d'expertises et de pratiques dans le domaine de la

formation agricole pour améliorer la qualité des enseignements dispensés par les établissements membres, avec toujours en ligne de mire le respect de l'environnement et des ressources naturelles, et permettre, dans des conditions optimales au sein du réseau, la mobilité individuelle et collective des jeunes en formation et de tous les types de personnels des établissements.

Ainsi de nombreux échanges et rencontres ont eu lieu dans différents pays et établissements et sous différentes formes depuis sa création, mais ils sont souvent soumis à des financements européens qui impliquent obligatoirement les établissements français.

Contacts REAP AAOI :

didier.ramay@educagri.fr (EPL St Paul –La Réunion) + 262 262 45 92 92

cecile.morelli@educagri.fr (EPN Coconi–Mayotte) – +262 (0)6 39 19 16 93

Rachid BENLAFQUIH, Chargé de mission Afrique / Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale / Expertise internationale au BRECI-DGER, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr

---

## **Comment réussir nos coopérations avec l'Afrique ?**

C'est la question qui a suscité des temps forts de rencontres et d'échanges autour des différentes formes que peut prendre la coopération entre les établissements agricoles français et



les pays concernés par les différents réseaux Afrique (Afrique Australe Océan Indien, Afrique de l'Ouest, Cameroun).

Une cinquantaine de personnes (issues de diverses structures : 20 établissements agricoles du public et du privés, enseignement supérieur, recherche, Agence ERASMUS +, ONG, DRAAF, étudiants et services civiques africains) ont ainsi été chaleureusement accueillies au LEGTA de Montardon (Pau) du 27 au 29 janvier autour de ces temps forts :

- présentation par le BRECI de la stratégie du MAA et de la DGER pour le continent africain ;
- bilan d'activités et partage d'expérience des réseaux Cameroun, Afrique de l'Ouest, Afrique Australe Océan Indien ;
- conférences – débats autour des enjeux de coopération avec le continent africain (auxquelles ont assisté près de 200 étudiants de plusieurs classes de BTSA) par Khalid Belarbi, directeur de l'I.R.C. à Montpellier SupAgro et par Christian Bouquet, enseignant-chercheur à Bordeaux III ;
- projection du film *Kekawongan*, coopération du LEGTA de Nantes sur la filière cacao équitable au Cameroun ;
- exploration des potentialités offertes par le programme ERASMUS+ pour l'Afrique ;
- ateliers de travail pour le renforcement des mobilités réciproques ;
- visite de la halle technologique et atelier Moveagri pour la vingtaine de jeunes Africains.



Voici quelques regards portés par des invités à ces journées :

« Invité à jouer le rôle de « grand témoin » lors des rencontres des réseaux Afrique de la DGER à Pau Montardon les 27 et 28 janvier 2020, j'ai



retenu des différentes séquences auxquelles j'ai assisté l'impression générale que les acteurs des trois réseaux présents, sous l'impulsion de la DGER, étaient fortement engagés dans les projets qu'ils avaient mis en œuvre, et surtout qu'ils

avaient très soigneusement préparé ceux-ci, dans un souci de partenariat bien compris et de co-construction bien pensée. Dans mon intervention, je me suis efforcé de rattacher le local au global, sans masquer les difficultés qui pouvaient apparaître avec le temps, notamment lorsque l'on fait l'effort de se projeter dans les trente années à venir. J'espère avoir été entendu aussi bien que j'ai tenté d'écouter attentivement les messages des uns et des autres. »

Christian BOUQUET, professeur émérite de géopolitique à  
Bordeaux III.

« J'ai apprécié l'objet de ces rencontres : mutualiser les pratiques et les expériences sur des coopérations qui sortent du cadre européen, et porteuses d'enjeux internationaux et de

solidarité très actuels. Les organisateurs ont su mobiliser les ressources de plusieurs partenaires (Montpellier Sup Agro, Université de Bordeaux III, établissements de l'enseignement agricole technique du public et du privé, Agence ERASMUS +, ONG, DRAAF/SRFD... ) afin de faire de cet événement un moment très convivial, qui colle bien avec l'esprit des réseaux de la DGER. Le programme était riche : entre ateliers et interventions en plénières d'une grande qualité, la dimension séminaire avec la participation de près de 200 étudiants en BTSA est une vraie plus-value. Enfin, au-delà de la qualité de leur participation la présence d'une vingtaine de jeunes volontaires africains a permis de donner une dimension internationale à l'événement. »

Julien PICHON, chargé de coopération internationale à la  
DRAAF Pays de la Loire.



« Après ces trois jours de rencontres sur la coopération pour l'enseignement agricole, je suis à la fois admirative et inspirée par le travail réalisé par les réseaux africains. J'ai pu appréhender les impacts positifs de l'activité des réseaux, tant à l'échelle des territoires qu'à l'échelle des individus qui les mettent en œuvre ou en bénéficient. Je pense en particulier à l'initiative Keka Wongan lancée au Cameroun, qui démontre qu'avec des idées, de la détermination et relativement peu de moyens, il est possible de contribuer au renforcement d'une filière agricole et faire naître une économie locale à l'autre bout de la planète. Je pense

également aux jeunes services civiques Béninois, Burkinabés, Ivoiriens, Sénégalais, qui au-delà de leur expérience académique semblent vivre une expérience humaine forte. Ces derniers se sont livrés à nous avec la plus grande sincérité, abordant les difficultés surmontées lors de leur acclimatation en France ; le recul qu'ils ont pu prendre sur les problématiques africaines, alimentant ainsi leurs réflexions ; leur souhait de contribuer au développement de leur pays d'origine grâce aux acquis que leur procure cette expérience dont ils sont fiers. Le programme de service civique représente incontestablement une grande richesse pour ces réseaux.

Promouvoir la coopération internationale ; démystifier l'Afrique et découdre les représentations non fondées de ce continent ; et enfin valoriser les expériences réussies pour inciter les établissements à être moteurs dans la coopération seront des enjeux essentiels pour les réseaux africains. De même, le renforcement de la coordination entre réseaux est un véritable défi que les rencontres comme celles-ci contribuent à relever. Dans cette démarche, les synergies entre réseaux permettront de lever certaines difficultés rencontrées par les porteurs de projets en favorisant la mutualisation des informations et des savoirs (ingénierie de projet, obstacles administratifs liés aux mobilités, partage des opportunités). Dans cette dynamique, je note l'importance de l'intégration des ONG dans ce réseau. Elles représentent un savoir-faire disponible sur les questions de développement mais également un pool de moyens humains supplémentaire dont ont besoin les établissements. »

Aurélie TSHIBANGU, chargée de développement durable et coopération universitaire à l'ambassade de France en Angola.